

## **ST&STE : CHANGEONS** La stratégie de la direction / La politique sociale et salariale / L'attitude de la direction vis-à-vis des salariés / Le rôle de l'Etat actionnaire ...

**650 Millions \$ de bénéfices en 2011, plus d'un milliard de cash, un endettement très faible...**  
Voilà de bons chiffres dont on se souviendra lors des négociations annuelles de mars ...

**Mais en même temps, beaucoup de choses ne vont pas à ST&STE.** La direction a été lamentable à STE, malgré les alertes répétées des élus du personnel (Rappel : le Comité Central d'Entreprise a engagé une « alerte » sur STE en mai 2010, mais pour la direction « tout allait bien » !!!).

Et il n'y a pas que STE. **En 2008, nous étions 11 269 CDI chez ST&STE en France. Fin 2011 nous sommes ... 11 079. ST&STE ne crée plus d'emplois en France, elle en supprime ! Malgré toutes les subventions reçues ! Et nos trois usines connaissent du chômage partiel, utilisé à outrance comme outil de gestion financière des salariés.**

Des années de sous-investissement industriel et de R&D insuffisante ont affaibli la société. Se rajoute une politique sociale étriquée et injuste, **où on continue à distribuer des dividendes - 360 Millions \$ en 2011 - alors qu'on maintient des salaires au rabais.** Les embauches sont calculées au plus juste ce qui retarde l'aboutissement des projets. Les salariés sont abreuvés d'enquêtes de satisfaction, de règles d'éthique, de contraintes... alors que le management autoritaire, réfugié à Genève pour échapper aux impôts, est coupé de la réalité des projets et empêche la créativité.

Aujourd'hui des « analystes boursiers » préconisent de couper en morceaux l'entreprise, de tailler dans les effectifs,... dans le but de « créer de la valeur pour les actionnaires »... La même logique financière qu'aujourd'hui, mais en plus violent.

**Notre point de vue est inverse. Il faut des changements mais qui préservent l'unité de l'entreprise, entre ST et STE, entre la partie industrielle et la R&D des produits. Il faut rompre avec la logique financière étriquée. Obliger la direction à reprendre une stratégie de développement, de création d'emplois. Pour cela il faut faire pression sur l'Etat actionnaire.**

### **ENTREVUE ENTRE LA CGT ST&STE ET LE MINISTERE DE L'INDUSTRIE**

Suite à notre communiqué « Risque pour l'emploi dans la micro-électronique » nous avons été reçus le 23 janvier 2012. Ci-dessous un résumé de la discussion avec les deux représentants du Ministère.

Selon eux, « le soutien de l'Etat reste très fort à la micro-électronique, et il n'est pas question de remettre en cause ce qui a été fait ces dix dernières années. 850 M€ ont été dégagés pour deux appels à projet concernant la microélectronique ». Interrogés sur STE, ils disent que « Didier Lamouche présentera à un moment

plusieurs scénarios de développement. Le scénario retenu sera celui qui maintient l'outil industriel et la compétitivité française. » Interrogés sur l'objectif de ST de sous-traiter 70% des technos avancées, ils semblent surpris. Selon eux « l'Etat ne veut pas d'un simple laboratoire sans production. Il faut produire en

France. Pour cela il est important d'avoir une augmentation de la capacité de Crolles2. Les pouvoirs publics considèrent que la technologie 28 nm FDSOI est très prometteuse. Les discussions n'ont pas démarré pour la suite de Nano2012. Elles seront menées par l'équipe qui se mettra en place après l'élection présidentielle.

Nous ne sommes pas dupes de l'aspect électoral de ces propos. Mais ils montrent les liens entre les pouvoirs publics et la stratégie de ST. D'où l'importance de se manifester au moment où

**M.Lamouche menace.** Le 28/2 il a déclaré à Barcelone. "Nous avons 44 sites et la réduction ne va pas se faire facilement... Nous allons devoir faire des sacrifices". Il faut comprendre que ce sont les salariés qu'il veut sacrifier ! Or M. Lamouche – administrateur de STMicroelectronics depuis 2006 - comme Messieurs Bozotti et Ferro **ont cautionné la stratégie et les erreurs de STE !**

Aujourd'hui seul l'État actionnaire et les pouvoirs publics pourvoyeurs de subventions ont le pouvoir de faire changer la politique de ST&STE. **Ce changement est indispensable au moment où la direction menace une nouvelle fois nos emplois.**

D'où la proposition d'une pétition sur l'ensemble des sites et adressée au gouvernement, aux élus des collectivités territoriales, aux candidats à la présidentielle.

**Pétition**

## **Nous vous proposons de soutenir le texte ci-dessous**

### **AUX POUVOIRS PUBLICS, AUX ÉLU-E-S, AUX CANDIDATS A L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE**

**La microélectronique est l'industrie de base d'aujourd'hui. Il faut donc la maîtriser et qu'elle soit créatrice de richesses servant en priorité à augmenter les emplois et les salaires.**

**Salariés de STMicroelectronics et STEricsson, nous voulons un redémarrage de nos entreprises.**

**Pour cela beaucoup de choses doivent changer à ST&STE.**

- La gestion boutique étriquée, pilotée par le résultat trimestriel, doit être abandonnée
- Les salariés ne doivent pas payer pour les erreurs de la direction ; c'est le haut management qu'il faut sanctionner pour sa mauvaise gestion, en particulier à STE
- Tous les emplois doivent être conservés, et il faut embaucher pour faire aboutir des projets innovants
- Les investissements industriels doivent reprendre, pour avoir de vraies usines modernes à Tours, Rousset, Crolles ; l'objectif de sous-traiter la majorité des technologies avancées doit être abandonné
- Les rapports entre la direction générale et les salariés doivent changer; l'exil à Genève du staff doit cesser, les salariés doivent être réellement considérés
- Priorité doit être donnée aux salaires, à la formation au lieu du chômage partiel, à l'amélioration des conditions de travail, à la reconnaissance du travail effectué, à la prévention des risques psycho-sociaux, à la suppression des inégalités professionnelle entre femmes et hommes
- Les dividendes doivent être diminués, ainsi que les rémunérations et avantages du staff, au profit des investissements et des salaires
- La gestion des dirigeants, l'usage des subventions publiques, doivent être contrôlés par les salariés

**Pour que ces changements aient lieu il faut que l'État actionnaire ait un rôle actif. Nous interpellons les candidats à l'élection présidentielle, le gouvernement, les différents acteurs publics qui aident nos industries et leur demandons de se positionner sur les points ci-dessus.**

### **DERNIERE MINUTE // POINT D'INFO NAO**

Le 28/2 s'est tenue une réunion entre syndicats et direction sur les Négociations Annuelles Obligatoires. Les syndicats se sont opposés à la volonté de la direction de séparer les négociations entre ST et STE, puisque l'Unité Economique et Sociale ST&STE a été confirmée en décembre 2011, y compris par la direction ! L'envoi en mission à STE des hauts dirigeants de ST confirme que « l'indépendance » de STE est un leurre. La direction a accepté de tenir une réunion « conjointe » ST-STE le 13/3 sur les sujets non-salariaux. **Mais, pour les salaires, qui sont le cœur des Négociations Annuelles, elle persiste dans la division, ce qui n'est pas acceptable.**